

Nanterre accueille
la 7^e conférence de l'

O I D P

OBSERVATOIRE
INTERNATIONAL
DE LA DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE

26, 27 et 28
novembre 2007

**DOSSIER
PRESSE**

CONTACTS :

Carole Faure : 06 77 85 16 61
carole.faure@altermundo.info

Antonio Aniesa: 06 19 43 76 82
antonio.aniesa@marie-nanterre.fr



O I D P
OBSERVATOIRE
INTERNATIONAL
DE LA DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE



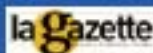
MAIRIE DE NANTERRE



Ajuntament de Barcelona



Ile de France



REGARDS territoires



SOMMAIRE DU DOSSIER DE PRESSE

Elargir la participation citoyenne, un défi à relever (p 3)

Le programme de la conférence (p 4)

Les intervenants (p 7)

Les organisateurs : l'OIDP (p 12)

Les organisateurs : la ville de Nanterre (p 13)

Le prix *Bonne pratique* de l'OIDP (p 14)

Les contributions aux débats (p 15)

- Claire Villiers
- Gérard Perreau-Bezouille
- Marion Carrel
- Giovanni Allegretti

Infos pratiques (couv)

7^e CONFERENCE DE L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

Elargir la participation citoyenne, un défi à relever

Du 26 au 28 novembre, Nanterre accueille l'OIDP¹ pour trois jours de débats et d'échanges d'expériences autour de la participation des citoyens à la démocratie.

Depuis plusieurs années, du Brésil à l'Europe en passant par le Canada et l'Afrique, de nombreuses initiatives ont été impulsées pour mettre en place des processus de démocratie participative impliquant davantage les citoyens dans la vie publique. Or, quelques soient les méthodes, les formes et les implantations géographiques des expériences menées, tous les acteurs ont fait le constat, à un moment ou un autre, de l'absence de participation de certains citoyens ou du désinvestissement d'autres.

A l'occasion de la 7^e Conférence de l'OIDP, réseau international d'échange d'expériences et de débat, les acteurs de la démocratie participative s'interrogeront 3 jours durant sur leurs pratiques et les raisons de ces désengagements. En croisant leurs expériences, représentants des villes et collectivités territoriales de nombreux pays tenteront, avec les citoyens impliqués dans ces processus, de faire le point et d'esquisser des propositions pour élargir la participation citoyenne.

Accueillie par la Ville de Nanterre, cette 7^e Conférence alternera débats en plénière et ateliers, animés par des chercheurs et des responsables territoriaux, spécialistes des questions de démocratie participative. Ils débattront avec les participants et les citoyens venus des villes et métropoles du Brésil, du Mexique, d'Italie, de France, du Canada, de Bolivie... pour relever le défi de l'élargissement de la participation citoyenne à la vie publique.

PLUS D'INFOS

- **Programme, Inscriptions** : <http://www.nanterre.fr/Citoyens/Democratieparticipative/>
- **Dossier de presse** (en ligne à partir du 8 nov): programme, intervenants, contributions, conditions d'accès...<http://www.nanterre.fr/Citoyens/Democratieparticipative/>

¹ OIDP : Observatoire International de la Démocratie Participative

PROGRAMME DES DEBATS

LIEUX [adresses au dos de la couverture]

- PLENIERES : Maison de la Musique
- ATELIERS : Maisons des associations, Agora, Salle des fêtes

LUNDI 26 NOVEMBRE

OUVERTURE DE LA CONFERENCE (17h)

Patrick Jarry, **Maire de Nanterre** et Ramon Nicolau i Nos, **Conseiller municipal de Barcelone**

PLENIERE (17h15)

*Sous la présidence de **Gérard Perreau Bezouille**, adjoint au maire de Nanterre*

Réflexions sur la participation des citoyens dans les processus de démocratie participative

A quel niveau de participation citoyenne en sommes-nous dans nos processus ? Qui participe, qui ne participe pas ? Pourquoi ? Quelles conséquences ? En quoi « la non participation » interroge-t-elle nos processus ?

avec

- **Pierre de Saintignon**, 1^{er} adjoint de la Municipalité de Lille (France)
- **Helena Heinzen***, vice-maire de Paysandù (Uruguay)
- **Sergio Porta**, Institut Polytechnique de Milan (Italie)
- **Monique Crinon**, sociologue, ACT consultant (France)
- **Pierre Mahey**, responsable des *Arpenteurs*, membre de la direction de l'*ADELS*

PRIX « BONNE PRATIQUE » DE L'OIDP (19h45)

Remise de la 2^e édition suivie d'un apéritif

MARDI 27 NOVEMBRE

ATELIER 1 : AXE SOCIAL (9h/16h30)

*Sous la présidence du **Conseil Général du Val de Marne** et animé par la revue **Regard***

Y-a-t-il des groupes sociaux qui ne participent pas ou peu ? Pourquoi ? Peut-on lever les obstacles ? Comment ?

ont annoncé leur participation

- **Marion Carrel**, sociologue (France)
- l'association **ATD QUART MONDE** (France)
- un représentant de la **ville de Fortaleza** (Brésil)
- un représentant de la **province de Milan** (Italie)
- l'association **CARE** (Bolivie)
- un représentant de la **ville de Cordoue** (Espagne)
- un représentant de la **ville de Osasco** (Brésil)
- un représentant de la **ville de Séville** (Espagne)

ATELIER 2: AXE METHODOLOGIQUE (9h/16h30)

Animé par la revue Territoires

Certaines pratiques ne sont-elles pas, sans le vouloir, excluantes ? Quelle diversité des méthodes pour une participation plus large ?

ont annoncé leur participation

- **Judith Ferrando**, sociologue, Missions Publiques (France)
- la coopérative **CAIRE**, coopérative d'architectes et d'ingénieurs (Italie)
- le réseau **IAP2** (Canada)
- un représentant de la **ville de La Paz** (Bolivie)
- un représentant de la **ville de Porto Alegre** (Brésil)
- un représentant de la **ville de Bondy** (France)
- un représentant de la **ville de Belo Horizonte** (Brésil)
- un représentant de la **ville de Blanc-Mesnil** (France)
- un représentant du **Conseil Régional de Poitou-Charentes** (France)

ATELIER 3: AXE TERRITORIAL (9h/16h30)

Animé par le magazine La Gazette des Communes

Y a-t-il des facteurs territoriaux qui conditionnent la participation ? Peut-on les dépasser ? La démocratie participative peut-elle sortir du quartier ?

ont annoncé leur participation

- **Giovanni Allegretti**, urbaniste, Université de Coimbra (Portugal)
- un représentant de la **ville de Reggio Emilia** (Italie)
- un représentant de la **ville de El Bosque** (Chili)
- un représentant de la **ville de Palmela** (Portugal)
- un représentant de la **ville de Santa Vitória** (Brésil)
- un représentant de la **ville de Gennevilliers** (France)
- un représentant de la **diputacion de Barcelone** (Espagne)
- un représentant de la **communauté de communes Plaine Commune** (France)
- un représentant de la **ville de Saint Denis** (France)
- l'association **AITEC** (France)

PLENIERE (17h/20h)

Sous la présidence de Patrick Jarry, maire de Nanterre

Enjeux métropolitains : quelle place pour la démocratie participative ?

Peut-on imaginer la participation citoyenne aux choix métropolitains dans les métropoles « plurimunicipales » ? Se construit-elle dans les institutions « supramunicipales » qui sont en place ? Si oui, est-ce que tous les citoyens ont les mêmes possibilités de participation quels que soient leur lieu de vie dans la métropole ? Débattons-nous des choix métropolitains dans nos structures participatives de quartier, de ville ? Devons-nous le faire ?

avec

- **Felix Sanchez**, universitaire et membre de l'Observatoire des Métropoles de Sao Paulo, ancien responsable du Budget Participatif de Sao Paulo (Brésil)
- **Claire Villiers**, vice-présidente à la démocratie régionale du Conseil Régional d'Ile-de-France (France)
- **Marcus Zepf**, Institut d'Urbanisme de Grenoble (France)
- **Gérard Perreau-Bezouille**, adjoint au maire de Nanterre, coordination du réseau « FALP pour des métropoles solidaires »
- **Christina Emmrich***, Maire de Berlin – Lichtenberg (Allemagne)
- **Jo Spiegel**, président de la Communauté d'agglomération Mulhouse Sud-Alsace (France)

PLENIERE (9h30/12h)

Retours des ateliers

- avec les étudiants de l'Institut d'Etudes Européennes et de l'Université d'Evry pour les compte-rendus (France)
- **Luc Faraldi**, Professeur à l'Institut d'Etudes Européen, pour la synthèse des travaux (France)

PLENIERE (14h/16h30)

*Sous la présidence de **Sylvie Cabassot**, adjointe au maire de Nanterre*

Quelles sont les responsabilités des pouvoirs locaux et de la société civile pour élargir la participation à nos processus de démocratie participative ? Avec quels outils ?

- **Marie-Hélène Bacqué**, Université d'Evry, Laboratoire ACI International (France)
- **Gilles Da Costa**, directeur général de l'INET, Institut National des Etudes Territoriales (France)
- **Martin Sabatella**, Maire de Moron (Argentine)
- **Marc Pares**, universitaire – IGOP de Barcelone (Espagne)
- **Ségoène Royal***, Présidente du Conseil Régional de Poitou Charentes (France)

* en attente de confirmation à la date du 5 novembre 2007

LES INTERVENANTS

CHERCHEURS, UNIVERSITAIRES, ELUS POLITIQUES

- **Pierre de Saintignon**, élu (France)

Directeur de recherche à l'Inserm, à la tête de *l'Association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Nord* de 1977 à 1993, cadre dirigeant au sein du groupe Darty de 1993 à 1997, avant de rejoindre Martine Aubry en 1992 au ministère de l'emploi, Pierre de Saintignon est élu de Lille depuis 1989, en charge de la démocratie participative, vice-président du Conseil Régional et membre du bureau de la communauté urbaine.

<http://www.mairie-lille.fr/sections/site->

[fr/Menu_horizontal_haut/Votre_Mairie/copy_of_Democratie_participative](http://www.mairie-lille.fr/sections/site-fr/Menu_horizontal_haut/Votre_Mairie/copy_of_Democratie_participative)

- **Helena Heinzen**, élue (Uruguay)

Architecte formée au développement local, Helena Heinzen est actuellement vice-maire de Paysandù et Secrétaire Générale du département pour lesquels elle a impulsé des processus de démocratie participative. A notamment participé au FAL (Forum des Autorités Locales) lors du dernier Forum Social Mondial de Nairobi en 2006 sur la question des budgets participatifs.

<http://www.paysandu.gub.uy/portaimp>

- **Sergio Porta**, urbaniste (Italie)

Architecte et urbaniste, professeur à l'Institut Polytechnique de Milan, en charge du laboratoire de design urbain, études sur les flux du réseaux de voiries urbaines. Ardent défenseur de l'interdisciplinarité pour une approche soutenable du développement des espaces publics urbains.

- **Monique Crinon**, sociologue (France)

Sociologue, Monique Crinon travaille comme consultante sur la politique de la ville. Membre du Conseil scientifique d'ATTAC et du CEDETIM (centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), co-initiatrice de « *L'appel des indigènes de la République* » et fondatrice du *Cercle féministe pour l'égalité*, elle a travaillé sur les questions de féminisme et laïcité, femmes et politique, politique et racisme, démocratie participative.

http://www.reseau-ipam.org/rubrique.php3?id_rubrique=47/,

- **Pierre Mahey**, responsable des « *Arpenteurs* » (France)

Responsable des « *Arpenteurs* », structure qui se consacre aux processus démocratiques et durables de fabrication de la ville ainsi qu'au développement de nouvelles formes de citoyenneté et de solidarité en milieu urbain. Membre de la direction de l'ADELS, lieu d'échange et de propositions pour le développement de la démocratie locale qui regroupe depuis son origine, en 1959, des élus locaux, des militants associatifs, des professionnels.

<http://www.arpenteurs.fr/>

<http://www.adels.org/>

- **Marion Carrel**, sociologue (France)

Sociologue, membre associée de l'Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Centre d'Etudes des Mouvements Sociaux, et chargée de cours à l'université d'Évry et de Paris I, spécialiste des cultures et pratiques participatives (cf thèse *Faire participer les habitants ? La politique de la ville à l'épreuve du public*). Membre du réseau d'expertise « *Civil Society and New Forms of Governance in Europe – The Making of European Citizenship* »

<http://cems.ehess.fr/document.php?id=157>

- **Judith Ferrando Y Puig**, sociologue (France)
Sociologue, rattachée au CERLIS, Centre de Recherche sur les Liens Sociaux, Paris 5, consultante au sein du cabinet Missions Publiques, a coordonné un numéro de la revue 'Consommations et Sociétés' sur la consommation politique. Recherche en cours : *La participation des citoyens aux politiques publiques : processus, impacts et tensions*
<http://www.cerlis.fr/encours/cultconsofiches/ferrando1.htm>
<http://www.missionspubliques.com/>

- **Giovanni Allegretti**, urbaniste (Portugal)
Urbaniste, professeur de l'Université de Coimbra, ex enseignant de l'Université de Florence, membre de *l'International Network of Urban Research and Action*, Giovanni Allegri a été titulaire de bourse à Newcastle, Copenhague et Tokyo et a mené ses recherches de thèse à Porto Alegre. Spécialisé dans le domaine des 'nouvelles citoyennetés', ses thèmes de recherche ont principalement porté sur la question des budgets participatifs et celle des techniques pour la participation des citoyens à la planification urbaine. Nombreuses publications et actions de formation coordonnées par le réseau international *Démocratiser Radicalement la Démocratie*.
<http://www.inura.org/>

- **Felix Sanchez**, universitaire (Brésil)
Professeur de sciences politique à l'Université de Sao Paulo, sociologue et membre de l'Observatoire des Métropoles de Sao Paulo, ancien responsable du Budget Participatif de Sao Paulo. Membre du réseau de l' *ACI Internationale* « *Démocratie participative, délibération et mouvements sociaux* »
<http://aci-democratie-participative.cnrs.fr/equipe.htm>

- **Claire Villiers**, élue (France)
Vice-présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, chargée de la démocratie régionale, Claire Villiers, syndicaliste et militante politique, a été porte-parole du réseau AC ! (Agir ensemble contre le chômage). Membre du réseau Copernic, elle participe à la construction du mouvement de la gauche antilibérale unitaire.
<http://www.iledefrance.fr/>
<http://www.ac.eu.org/>
<http://www.fondation-copernic.org/>
<http://www.gauchealternative.org/>

- **Marcus Zepf**, universitaire (France)
Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble, architecte et docteur en sociologie urbaine, Marcus Zepf enseigne dans plusieurs écoles et instituts supérieurs en France et en Suisse. Plusieurs fois sollicité pour son expertise par des institutions gouvernementales, a centré ses recherches sur les questions de « Démocratie locale et projets urbains » et de « Planification territoriale et dynamiques métropolitaines »
<http://www.iug-grenoble.fr/presentation/equipe/zepf.htm>

- **Gérard Perreau-Bezouille**, élu (France)
Adjoint au maire de Nanterre, chargé des finances, des nouvelles technologies et des relations internationales, coordonateur du réseau *FALP pour des métropoles solidaires* et membre du Conseil scientifique de l'association Attac.
<http://www.nanterre.fr/>
<http://www.nanterre.net/falp/sommaire.php3>
[http://www.attac.org`](http://www.attac.org)

- **Christina Emmrich**, élue (Allemagne)
Issue de la société civile, Christina Emmrich dirige, depuis plus de 4 ans, la municipalité de Lichtenberg, un quartier de Berlin solidement ancré à l'Est et a impulsé en 2005 un budget municipal participatif, une première nationale à cette échelle (250 000 habitants).
<http://www.place-publique.fr/article1769.html>

- **Luc Faraldi**, anthropologue consultant (France)
Anthropologue, chargé de cours à l'Institut d'Etudes Européen , et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), auteur du rapport « *La participation des habitants et la démocratie locale* » (bilan sur l'évolution des démarches participatives), commandé par la Direction Interministérielle de la Ville (DIV) en 2005.
<http://www.uclouvain.be/euro>
<http://www.millenaire3.com/la-participation-des-habitants-et-la-democratie-lo.69+M5b9acc00680.0.html>

- **Marie-Hélène Bacqué**, sociologue (France)
Professeure de Sociologie urbaine à l'Université d'Evry, directrice de L'ACI *Internationale, Démocratie participative, délibération et mouvements sociaux*. et membre de l'UMR LOUEST (Laboratoire des Organisations Urbaines : Espaces, Sociétés, Temporalités).
<http://aci-democratie-participative.cnrs.fr/>
<http://www.louest.cnrs.fr/>

- **Gilles Da Costa**, fonctionnaire (France)
Directeur général de l'INET (Institut National des Etudes Territoriales), centre de formation rattaché au Centre National de la Fonction Publique Territoriale, dont il est Directeur Général adjoint.
<http://www.inet.cnfpt.fr/fr/accueil.php>

- **Martin Sabatella**, élu (Argentine),
Maire de Morón (banlieue de la 1^{ère} couronne de Buenos Aires) depuis décembre 99, Martin Sabatella s'est attaché à lutter contre la corruption ; sa gestion municipale est reconnue comme « un exemple d'honnêteté et d'efficacité qui, de plus, a mis en œuvre des politiques d'inclusion et de participation ». Président du réseau *Mercociudades* depuis novembre 2006, un réseau de près de 200 villes d'Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay, Chili, Pérou et Venezuela.
<http://www.moron.gov.ar/elintendente/index.php>

- **Marc Pares**, universitaire (Espagne)
Coordinateur de recherche à l'IGOP de Barcelone (Institut de gouvernance et politiques publiques), docteur en Sciences environnementales et sciences politiques, Marc Pares a centré ses recherches sur le développement durable, la participation citoyenne et la géographie urbaine.
<http://igop.uab.es/>

- **Sékolène Royal**, élue (France)
Membre du Parti socialiste, ancienne députée, ancienne ministre des gouvernements Bérégovoy et Jospin, première femme à avoir accédé au second tour de l'élection présidentielle 2007, elle est présidente du conseil régional de Poitou-Charentes depuis 2004 . A mis en place le Budget Participatif des Lycées en 2005, une première en France.
<http://www.democratie-participative.fr/bpl/index.dml>
<http://www.desirsdavenir.org/>

REPRESENTANTS des VILLES et COLLECTIVITES TERRITORIALES

- la ville de **Fortaleza** (Brésil)
- la ville de **Séville** (Espagne)
- la ville de **La Paz** (Bolivie) : Oscar Sogliano
- la ville de **Cordoue** (Espagne) : Paula Estebaranz
- la ville de **Osasco** (Brésil) : Roque Da Silva
- la ville de **Porto Alegre** (Brésil)

- la ville de **Belo Horizonte** (Brésil) : Fernando Pimentel, Maire
- la ville de **Santa Vitória** (Brésil) : Claudio Breyer, Maire
- la ville de **Blanc-Mesnil** (France)
- la ville de **Bondy** (France) : Gilbert Roger, Maire
- la ville de **Gennevilliers** (France)
- la ville de **Saint-Denis** (France) : Christine Bellavoine
- la ville de **Reggio Emilia** (Italie) : Roberta Pavarini, adjointe au Maire
- la ville de **El Bosque** (Chili) : Claudio Sule
- la ville de **Palmela** (Portugal)
- la diputacion de **Barcelone** (Espagne) : Xavier Amor, Maire de Pineda del Mar
- la communauté d'agglomération **Plaine Commune** (France)
- la province de **Milan** (Italie)
- le Conseil Général du **Val de Marne** (France)
- le Conseil Régional de **Poitou-Charentes** (France) : Marion Ben-Hammo
- la ville de **Bobigny**

ASSOCIATIONS, RESEAUX

- **l'association CAIRE** (Italie)

La Coopérative Architectes et Ingénieurs-Urbanistes (CAIRE), fondée en 1947, travaille depuis le début des années 60 dans les champs de la planification urbaine. Son approche du territoire et de l'environnement est pluridisciplinaire grâce à son équipe professionnelle (urbanisme et sciences régionales, sciences économiques et sociales, géologie et sciences de la nature, ingénierie de l'environnement et des transports). Cette structuration multidisciplinaire, combinée à son approche "systémique", permet à la Coopérative de proposer des solutions originales aux problèmes de gouvernance territoriale.

- **le Réseau IAP2** (Canada)

L'Association internationale pour la participation publique (IAP2) appuie les organisations et les collectivités partout dans le monde en vue d'améliorer les processus de prise de décision en favorisant la participation des citoyens concernés.

<http://www.iap2.org/> [EN, ES, FR versions]

- **l'association CARE** (Bolivie)

Association humanitaire fondée en 1945 aux États-Unis dans le cadre du plan Marshall, CARE International est aujourd'hui l'une des plus grosses ONG. Association de solidarité internationale non confessionnelle, apolitique et indépendante, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. CARE agit dans 70 pays et concerne 35 millions de personnes.

<http://www.careinternational.org/> [PT, EN, FR, DE... versions]

- **l'association AITEC** (France)

L'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs est un réseau de professionnels, de chercheurs et de citoyens engagés dans le mouvement social. Membre du réseau IPAM (Initiatives Pour un Autre Monde) l'AITEC a pour objet d'apporter une expertise citoyenne et des propositions alternatives sur l'urbain, les services publics et le financement du développement.

<http://aitec.reseau-ipam.org/> [EN, ES, PT, DE versions]

- **l'association ADELS** (France)

Association pour la Démocratie et l'Éducation Locale et Sociale, l'ADELS est un lieu d'échanges et de propositions pour le développement de la démocratie locale qui regroupe depuis son origine, en 1959, des élus locaux, des militants associatifs, des professionnels intervenant dans

le champ local et des citoyens engagés dans la vie locale. L'Adels édite la revue mensuelle *Territoires*.

<http://www.adels.org> [FR version]

- **l'association ATD QUART MONDE** (France)

Le *Mouvement ATD* (Aide à Toute Détresse) *Quart Monde* a été créé en 1956 par le père Joseph Wresinski avec des familles vivant dans un bidonville à Noisy-le-Grand (banlieue parisienne). Il a pour objectif l'éradication de l'extrême pauvreté et comme principe fondateur que ceux qui subissent cette situation doivent être les premiers acteurs de leur propre promotion. Le mouvement est aujourd'hui présent dans 29 pays sur les 5 continents grâce à 370 volontaires-permanents, plus de 5000 alliés et militants, 100 000 amis ou correspondants.

<http://www.atd-quartmonde.org> (EN, ES, FR versions)

Et les étudiants de l'Institut d'Etudes Européennes et de l'Université d'Evry (pour les comptes rendus des ateliers)

LES ORGANISATEURS : L'OIDP

Observatoire International de la Démocratie Participative

<http://www.oidp.net/frances/index.php>

Un réseau international

Créé en **2001**, l'OIDP est un espace d'échanges et de mutualisations autour des pratiques de démocratie participative qui regroupe plus de **340 membres**¹ et partenaires. **Réseau international**, l'OIDP rassemble municipalités et **collectivités territoriales**, organisations et **associations citoyennes**, organismes et centres de **recherche**, des **5 continents**² qui souhaitent connaître, échanger ou mettre en place des processus de démocratie participative dans un cadre local.

Ainsi, des capitales prestigieuses (Rome) aux villages inconnus (Kolimbé, Mali), en passant par les métropoles tentaculaires (Sao Paulo) ou les villes de banlieue (St Denis), c'est tout un réseau qui s'est constitué en six ans entre instances de gouvernance, citoyens, centre de recherche, autour des pratiques de démocratie participative.

Principaux objectifs

- **Construire un espace commun pour partager des expériences** de démocratie participative qui visent au renforcement de l'égalité et de l'exercice de la citoyenneté, à restaurer la confiance des citoyens et redonner une légitimité aux pouvoirs publics, apporter une meilleure efficacité de la gestion publique.
- **Promouvoir la coopération entre les gouvernements locaux** pour faire face aux pressions de la globalisation, à travers la création de nouvelles organisations et la construction de nouveaux espaces de dialogue, d'échange et de solidarité.
- Approfondir le concept de démocratie participative par la réflexion **et l'analyse, et la promotion de projets cordonnés de recherche, co-publications et d'appui technique entre les collaborateurs et membres de l'OIDP.**
- **Soutenir la mise en place pratique des expériences** de démocratie participative, et défendre la participation en tant qu'outil privilégié pour renforcer la démocratie et promouvoir l'exercice de la citoyenneté dans le débat, la conception et la mise en oeuvre des politiques publiques.
- **Encourager la création de mécanismes et de systèmes d'évaluation** des expériences participatives qui permettent d'en mesurer le degré de développement et le niveau de qualité

Fonctionnement

Sous la coordination de la ville de Barcelone, l'OIDP fonctionne aujourd'hui autour :

- d'une banque d'expériences
- **d'une Conférence internationale annuelle**³
- d'outils pratiques (agenda, site internet, méthodologie...)

L'OIDP travaille en coordination avec la nouvelle organisation internationale des villes : **CGLU** (Cités et Gouvernements Locaux Unis) et d'autres réseaux continentaux de villes.

¹ Villes, collectivités territoriales, centre de recherches, coopératives, regroupement et associations de citoyens des pays ci-dessous . Liste complète des membres : http://www.oidp.net/frances/h_miem_1.php

² Uruguay, Venezuela, Pérou, Paraguay, Mexique, Guatemala, Salvador, Equateur, République Dominicaine, Chili, Costa Rica, Colombie, Brésil, Bolivie, Argentine, Honduras, Panama, Sri Lanka, Philippines, Afrique du Sud, Maroc, Mali, Bénin, Portugal, Luxembourg, Italie, France, Espagne, Danemark, Belgique, Pays-bas, Suède, Suisse, Grande-Bretagne, Canada, Albanie, Azerbaïdjan, Bulgarie

³ 2001, Barcelone ; 2002, Quetzaltenango (Guatemala) ; 2003, Lille ; 2004, Buenos Aires ; 2005, San Sebastien (Espagne) ; 2006, Recife (Brésil)

LES ORGANISATEURS : LA VILLE de NANTERRE

<http://www.nanterre.fr/Citoyens/Unevilleenreseau/>

Nanterre, la ville citoyenne

La pratique de la démocratie participative à Nanterre existe depuis 1977 avec la création des premiers conseils de quartiers (relancés en 1995) et les différentes éditions des *Assises pour la ville* pour fixer les priorités municipales de mandature.

Aujourd'hui, la démocratie participative s'exprime au travers de quatre principaux dispositifs :

- **les structures de proximité**
conseils de cités, commissions d'habitants, conseils de quartiers, collectifs de suivi thématiques
- **le dispositif « Appel à projets »**
pour un budget municipal plus participatif (2002)
- **l'Agora, maison des initiatives citoyennes**
espace de débats et de rencontres (2003)
- **le Comité local de la démocratie participative (CLDP)**
pour évaluer les processus de démocratie participative en cours (2005)

Nanterre, la ville en réseau

Dans un monde de plus en plus urbanisé et globalisé, l'espace ville est devenu un enjeu déterminant pour l'avenir de la planète. Les échanges d'expériences, d'informations et de pratiques se multiplient. La ville de Nanterre s'inscrit dans cette dynamique de réseau.

- Pour l'inclusion sociale

Participation au réseau du **FAL, Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale** de Porto Alegre pour favoriser le dialogue entre pouvoirs locaux et mouvements citoyens engagés dans les Forums Sociaux pour une autre mondialisation.

- Pour la participation citoyenne

Engagement dans l' **OIDP, Observatoire international de la démocratie participative**, pour permettre la confrontation sur de nouvelles pratiques de participation citoyenne dans les choix politiques au niveau de la cité.

- Contre la pauvreté et pour le budget participatif

Adhésion aux différents **réseaux URB-AL** de la commission européenne, regroupant des villes d'Amérique latine et d'Europe sur des thématiques urbaines (lutte contre la pauvreté, budget participatif...).

- Pour la reconnaissance des banlieues et pour des métropoles solidaires

Création du **FALP, Réseau du Forum mondial des Autorités Locales de Périphérie** et accueil en 2006 son 1er Forum «Un autre regard sur le monde des métropoles», avec pour ambition de débattre des enjeux des métropoles à partir du «regard» de leurs périphéries.

Membre du Conseil mondial de **CGLU, Cités et Gouvernements Locaux Unis**, nouvelle organisation internationale des villes qui regroupe les grandes métropoles et villes du monde ; représente les collectivités auprès des institutions internationales. La Ville de Nanterre y anime la commission « Villes de périphéries ».

LE PRIX BONNE PRATIQUE DE L'OIDP

Le prix « Bonne Pratique en Participation citoyenne » a pour objectif la reconnaissance, dans le domaine de la démocratie participative, d'expériences innovatrices, coordonnées par des collectivités locales, et pouvant faire l'objet d'une transposition.

La 1^{ère} édition de ce prix¹ a été attribuée en octobre 2006 à la ville de Cotacachi, (Équateur) pour la réalisation de son projet : «Processus et mécanismes d'inclusion des femmes indigènes dans la gestion locale »

La 2^{ème} édition du prix "Bonne Pratique en Participation citoyenne" sera décernée lors de la 7^{ème} Conférence à Nanterre le 26 novembre 2007 ; 31 collectivités locales ont concourus.

CANDIDATURES 2007

- Belo Horizonte (Brésil)
- Callús (Espagne)
- Carnide (Portugal)
- Castelldefels (Espagne)
- Castelló (Espagne)
- Conseil Général du Val de Marne (France)
- Diadema (Brésil)
- Federación Española de Municipios y Provincias (Espagne)
- Ibarra (Equateur)
- Lima (Pérou)
- Lleida (Espagne)
- Málaga (Espagne)
- Manresa (Espagne)
- Morón (Argentine)
- Pasto (Colombie)
- Porto Alegre (Brésil)
- Provincia di Milano (Italie)
- Red de Municipalidades Urbanas y Rurales del Perú – Munired (Pérou)
- Regione Lazio (Italie)
- Regione Toscana (Italie)
- Rio das Ostras (Brésil)
- Roma (Italie)
- Sant Feliu de Llobregat (Espagne)
- Santa Coloma de Gramenet (Espagne)
- Santo André (Brésil)
- Sitges (Espagne)
- Talca (Chili)
- Tirana (Albanie)
- Vilanova i la Geltrú (Espagne)
- Villa González (République Dominicaine)
- Ville de Mons (Belgique)

¹ dotation : valorisation de l'expérience via une publication trilingue

CONTRIBUTIONS AUX DEBATS

Nous publierons sur les sites de l'OIDP et de la Ville de Nanterre les contributions qui nous arriveront après bouclage de ce dossier. N'hésitez pas à y faire un tour !

<http://www.oidp.net/frances/index.php>

<http://www.nanterre.fr/Citoyens/Democratieparticipative/>

- Contribution de **Claire Villiers** : *L'envie de participer à la « chose publique » repose sur deux piliers : agir sur ses propres conditions d'existence et agir pour le bien commun*
- Contribution de **Gérard Perreau-Bezouille** : *Généraliser l'intervention citoyenne plutôt que la mise sous tutelle de la démocratie*
- Interview de **Marion Carrel** : *Il ne suffit pas de faire appel au peuple pour que le peuple participe*
- Contribution de **Giovanni Allegretti** : *La démocratie participative peut-elle sortir du quartier?*

contribución Oscar Sogliano : voir en ligne

contribución Felix Sanchez : voir en ligne

L'envie de participer à la « chose publique » repose sur deux piliers : agir sur ses propres conditions d'existence et agir pour le bien commun

Contribution de Claire Villiers , vice-présidente du Conseil régional Ile-de-France

La rencontre 2007 de l'OIDP a choisi de s'arrêter sur « ceux et celles qui ne participent pas ». La région Ile de France est heureuse de cette opportunité offerte pour interroger ses propres pratiques.

En France, les domaines d'intervention des régions ont profondément évolué depuis la première loi de décentralisation de 1981-82. Entre les compétences données par la loi et celles dont les collectivités régionales se sont dotées en fonction de leurs engagements auprès des électeurs et électrices, on se rend compte que ce n'est pas très clair pour les citoyens. Ce flou dans le « qui est responsable de quoi » est une vraie difficulté pour une participation individuelle et collective.

En effet je constate que la défiance qui s'installe entre les citoyens et leurs représentants trouvent son origine dans une certaine dévitalisation de la vie politique collective mais aussi dans une déception très profonde quant aux promesses et engagements non tenus. Dit autrement, la crise de notre démocratie est au moins autant une crise de ses formes qu'une crise des réponses politiques.

L'envie de participer à la « chose publique » repose en effet sur deux piliers : agir sur ses propres conditions d'existence et agir pour le bien commun. L'une ne va pas sans l'autre pour la grande majorité. Un bon nombre de salariés ont, dans leur entreprise fait l'expérience du « management participatif » : ils et elles en ont gardé très souvent le sentiment d'avoir donné de leur temps, de leur intelligence, sans aucun contrôle du résultat. Ils ne veulent plus de cela et en ont gardé une immense méfiance pour tout ce qui s'apparenterait à une « injonction à participer » sans garantie sur les objectifs.

L'Ile de France, ce sont 12 millions d'hommes et de femmes. Notre organisation démocratique repose sur un suffrage universel organisé en fonction de son lieu de résidence : c'est donc de là que devraient se traiter la totalité des problèmes de la vie quotidienne. Or, très souvent, on travaille tout à fait ailleurs, et les lieux de vie, d'envie de participer sont multiples. Ils sont très liés à des problématiques : son emploi, l'école de ses enfants, le club sportif où l'on adhère, les transports que l'on utilise. Il me semble que la participation citoyenne doit s'organiser autour de ces différentes préoccupations. D'autant que les associations, les syndicats, à leur mesure, avec leurs objectifs, organisent de la participation.

Enrichir la démocratie en Ile de France c'est fédérer, impulser, aider tous ceux et celles qui agissent déjà quotidiennement. C'est aussi agir pour construire les conditions de l'égalité pour participer. La démocratie s'accommode mal de l'aliénation, de la soumission et tout ce qui permet de les combattre est un plus. Renforcer tous les lieux de formation, de débats, d'éducation populaire sont des éléments incontournables dans un monde où la proximité la mieux réalisée est celle de la télévision ! Pour participer il faut pouvoir défendre son point de vue : il faut donc l'avoir construit. L'expérience du féminisme montre que quand on est opprimé, il faut d'abord construire sa parole collective pour pouvoir la porter, la confronter avec celles des autres. Cela est vrai pour toutes les catégories populaires.

Il me semble que la responsabilité qui m'incombe en tant que vice-présidente du conseil régional d'Ile de France chargée de la démocratie régionale, du Conseil Régional des Jeunes et de la vie associative, c'est de contribuer à faire surgir une EXIGENCE de participation pour que les politiques publiques soient réellement au service du bien commun. Cette exigence, elle passera par du conflit, par de l'exigence de pouvoir. Elle ne saurait se limiter au territoire de l'Ile de France. Dans la mondialisation capitaliste, les territoires peuvent être des leviers, pas des forteresses !

Généraliser l'intervention citoyenne plutôt que la mise sous tutelle de la démocratie

Contribution de Gérard Perreau-Bezouille, adjoint au maire de Nanterre

Cette année, les débats sur la démocratie ont pris un statut nouveau et particulièrement ceux relatifs à la démocratie participative. Nous avons même vu aussi son incursion dans la campagne pour les élections présidentielles, même si cela pouvait ne paraître que la facette « marketing » de la démocratie participative !

Nous ici, nous parlons de renouvellement de la citoyenneté toute entière, de réinventer le contrat passé avec les élus, d'étendre le champ d'action de la démocratie, de démocratiser en profondeur les institutions comme les entreprises, de permettre les conditions de la création d'une nouvelle république, d'inventer une citoyenneté mondiale ... Nous parlons bien d'un moyen d'émancipation de tous, c'est-à-dire d'une démocratie pensée comme fin et comme moyen, comme ensemble de droits à défendre, à construire, à conquérir et comme processus pour, en travaillant ensemble, forger déjà, par notre diversité, les conditions pour continuer d'avancer. Nous parlons bien des conditions de l'irruption effective du plus grand nombre dans le débat et la construction du politique.

Si la démocratie participative est entrée dans les habitudes des Nanterriens, nous savons que nous avons, élus/habitants/services/associations/experts, encore beaucoup à construire. Les questionnements pour « généraliser l'intervention citoyenne plutôt que mettre sous tutelle de la démocratie » sont encore très nombreux.

Par exemple, Nanterre, en résonance avec de nombreuses autres villes dans le monde, est traversée par les débats sur la construction des décisions politiques métropolitaines. Pour la première fois, au niveau mondial, plus de la moitié des habitants vivent dans une ville. La métropole est devenue l'espace vécu au quotidien. Sur les 33 mégapoles annoncées pour 2015, 27 seront situées dans les pays les moins développés dont 19 en Asie. Pourtant, dans nos villes développées dites démocratiques, quelle est aujourd'hui la place que prend la démocratie participative et la gouvernance dans la construction des décisions métropolitaines, et qu'elle en est réellement la forme institutionnelle ? Dans des institutions supra-municipales ? A travers des constructions alternatives sur des droits fondamentaux (droit à l'eau, droit aux transports, à l'énergie, droit à la culture, à l'éducation...) ?

Quelle analyse de nos pratiques ? Trop souvent encore nous avons résumé la démocratie participative, à la démocratie de proximité et pour beaucoup (élus et agents publics) cela correspond plus à une simple décentralisation de la gestion publique locale qu'à une recomposition en profondeur de la puissance publique : la participation se fait dans le quartier et la politique se fait ailleurs !!

Pourtant, développer des processus de démocratie participative ce devrait être surtout « faire de la politique autrement » !!

- pour l'élu, il ne s'agit pas de techniques, d'accompagnement, de communication, mais bien d'un choix, du choix de produire la politique autrement avec les habitants / citoyens / usagers, avec donc la question de la co-décision au cœur du processus. Mais l'importante question de la réélection, de la lisibilité, de la visibilité de son action plane...
- Nous n'avons pas encore réussi à faire « transpirer » autant qu'il le faudrait les services, ses agents sur le sujet mais nous n'avons sans doute pas assez fait partager l'enjeu que cela représente pour le service public, sa défense, sa modernisation, les rapports aux usagers. Les structures restent trop verticales, manquent de souplesse.

- Des outils plus précis, systématiques, de mesure d'efficacité, de pertinence, d'impact doivent être mis en place, individualisés, sur chaque processus. Qui sont ceux qui ne participent pas alors même que nous avons imaginé de nombreux moyens et espaces de rencontre ? Quelles sont leurs représentations ou même leur soumission aux institutions démocratiques ? Quelle sont les barrières sociales, les barrières éducatives, psychologiques ? Existente-t-ils des territoires qui révèlent la non-participation ?
- Au-delà du premier cercle des citoyens impliqués, il reste assez difficile, malgré les moyens considérables et les résultats ponctuels obtenus, de toucher durablement largement tous les autres et plus particulièrement ceux qui sont le plus en difficulté. Les citoyens les plus actifs ont investis les structures de participation et savent, si elles ne leur conviennent pas, en créer d'autres. Il y a aussi segmentation des cercles et difficulté à organiser les rencontres nécessaires. A l'opposé des non-participants, des participants-occasionnels, ne sommes-nous pas très nombreux à être devenus des super-participants, super-avertis, super-citoyens, super-militants..., filtres, souvent sans le vouloir, d'autres expressions ? élite de la contestation contre élite du pouvoir ? dans quelle mesure nos propres comportements ne censurent-ils pas ceux qui sont moins munis pour prendre la parole ? Est-ce que nos processus participatifs ne deviennent pas en eux même excluant ? Comment faire participer ceux que nous ne voyons jamais, dont la « démocratie » dans sa forme actuelle limite voire nie l'accès ? Quelles sont les conditions effectives de l'élargissement de la participation aux décisions démocratiques ?

C'est cette réflexion qui nous a amené à thématiser la 7^{ème} conférence de l'OIDP qui se tiendra les 26, 27 et 28 novembre sur le défi de l'élargissement de la participation des citoyens aux processus de démocratie participative.

Quelques minutes pour vous livrer une réflexion plus générale donc.

Les processus d'appropriation, de participation laissent des traces durables, « font sens » en eux même. C'est pourquoi, le m'interroge aussi, surtout avec les possibilités d'aujourd'hui, sur la nature du système d'information qui amène à bâtir la « décision » collective : il peut, par exemple, être construit et mis en œuvre

- avec une finalité émancipatrice pour élaborer collectivement, dans la compréhension des différences, des cheminements, de leur utilité
- ou avec une finalité dominatrice lorsque la direction ou la pression du groupe imposent les façons de faire par exemple.

Avec la notion d'identité - quelle qu'elle soit – et sa manipulation, on peut comprendre ces enjeux. S'investir dans un processus participatif, c'est aussi se confronter aux idées des autres et donc apprendre, c'est un lieu marquant d'éducation populaire dans l'action. C'est introduire du nouveau dans de l'ancien qu'il faut être à même de réorganiser ; si ce lien ne se construit pas suffisamment, l'apprentissage peut mettre en danger l'identité même de l'individu, surtout en ces périodes de mutations profondes. Le risque peut alors exister de refuser le nouveau et de se raccrocher à l'ancien. Ce risque est d'autant plus grand si l'on considère ces savoirs non pas comme des représentations du monde, des perspectives différentes sur des objets réels mais comme, justement, des définitions identitaires de soi, et lorsque le mot désigne non plus une abstraction, mais un ensemble d'expériences concrètes. Il devient alors très difficile de se décentrer d'une vision du monde pour accepter seulement l'idée d'en bâtir une nouvelle.

Dans cette perspective, Sans être réducteur et sans développer ici, le rapport au politique peut être orienté du côté d'une composante « identitaire » ou du côté d'une composante opposée qu'on pourrait appeler « épistémique ».

La composante épistémique sera celle qui concevra n'importe quel « objet politique » comme valant pour lui-même, sans doute relié à d'autres objets... eux-mêmes reliés à d'autres...

Lorsque c'est, au contraire, la composante « identitaire » du rapport au politique qui est actualisé, l'objet -l'expérience, l'action, la décision... - ne peut être détaché des conditions qui ont présidé à son introduction, ni être réutilisé dans d'autres circonstances (Cette « méta-connaissance militante » rejoint directement la question posée hier par Susan Georges sur les différents niveaux d'intervention). Dans ce cas, l'objet ne peut être délié de cette expérience sans la remettre en cause, comme si le citoyen risquait de perdre une partie de lui s'il « oubliait » les conditions de cette « apparition ».

Influencer, transmettre mais laisser la décision finale au collectif. Comment assumer la double inscription dans le collectif de notre savoir militant – qui est d'abord privé, individuel - :

- il puise dans un contexte, un environnement pour s'élaborer.
- Il apporte, au bon moment, au bon endroit, des éléments de réponse pour élaborer l'en commun ?

Comment mettre en œuvre une pratique –avec ses outils théoriques- qui respecte authentiquement les personnes, évacue l'autorité tutélaire et soit opérationnelle ? C'est toute la question du vivre ensemble, du lien social, de son authenticité, des chemins de chacun, auto-déterminés, du chemin commun, instable, sur lequel chacun peut s'appuyer sur autrui sans en être dépendant, d'un monde solidaire, collaboratif, d'émancipation, d'inclusion. A l'opposé de la mise à l'écart des femmes, de l'immigré, de l'homosexuel ou du « peuple », de « ceux qui ne savent pas », à l'opposé des illusions de toute puissance et d'immédiateté, pour le droit à l'existence de tous et de toutes dans l'espace public, c'est peut-être la Démocratie ?

Il ne suffit pas de faire appel au peuple pour que le peuple participe

Interview de **Marion Carrel** réalisé pour la *Revue Territoires* (numéro 482 - novembre 2007 - spécial 'Démocratie participative' édité à l'occasion de la Conférence de l'OIDP). Propos recueillis par Aline Chambras.

Marion Carrel, maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Lille 3, auteure d'une thèse sur « la participation des habitants dans les quartiers d'habitat social ».

Il est souvent dit que les catégories populaires sont les grandes absentes des processus participatifs. Êtes-vous d'accord avec ce constat ?

Pas entièrement. Lors d'enquêtes de terrain dans les quartiers d'habitat social à Grenoble, j'ai pu constater que les personnes situées au bas de l'échelle sociale n'étaient pas totalement invisibles dans les processus participatifs. Au contraire même, j'ai remarqué que l'envie de participer était très forte parmi elles. Le problème, c'est que souvent les promesses suscitées par ces dispositifs sont déçues : les processus à l'oeuvre ne sont pas vraiment participatifs. Or, ces personnes ne sont pas idiotes : lorsqu'on leur dit de venir à une réunion publique afin de donner leur avis sur tel ou tel sujet et qu'au final, on leur dit que leurs remarques ne rentrent dans aucune case, ils sont bien conscients que ce n'est pas de la participation mais de l'information descendante... Au final, ayant le sentiment d'avoir été trompées, ces personnes ne reviennent pas dans ces dispositifs. Ce qui aboutit à ce que les visions stéréotypées s'exacerbent, d'un côté comme de l'autre : pour les catégories populaires, l'incompétence de l'administration et du politique à prendre en compte leurs problèmes est encore plus flagrante, tandis que pour les organisateurs de ce type de réunions publiques, le sentiment que ces gens ne veulent pas participer est renforcé.

Qui sont ces personnes qui ont du mal à s'insérer dans les processus participatifs ?

Il s'agit en grande majorité des personnes non ou peu diplômées, des jeunes, des mères de famille, des immigrés et des étrangers. C'est-à-dire à peu près les mêmes catégories que celles qui sont privées ou se tiennent écartées du droit de vote électoral. Cela souligne que le « *cens caché* », dont parlait Daniel Gaxie, en 1978, pour évoquer les inégalités culturelles et la ségrégation politique à l'oeuvre dans la démocratie représentative, existe aussi dans les processus participatifs. Bien que chacun soit égal en droit, en réalité, ce sont toujours majoritairement les hommes, les plus diplômés, les plus blancs qui détiennent les positions de représentants du peuple. Or, un des grands espoirs de la démocratie participative était justement de faire éclater ce « *cens caché* ». Force est de constater qu'il ne suffit pas de faire appel au peuple pour que le peuple participe.

Comment expliquez cette que cette notion de « cens caché » persiste dans les structures participatives ?

Je pense que cela s'explique par le fait que les dispositifs participatifs tels qu'ils sont mis en oeuvre en France ne sont pas particulièrement adaptés à des populations, qui ne maîtrisent pas bien la langue, le vocabulaire lié à ces thématiques, et/ou ne sont pas à l'aise avec ce genre de questions. Je crois qu'en France nous avons comme idéal un citoyen désincarné, capable de laisser ses particularités au vestiaire. Or, lorsque notre position dans la société fait que l'on a peu de reconnaissance sociale, comme lorsque l'on est peu diplômé, il apparaît que l'on a plutôt tendance à s'auto-exclure des processus démocratiques. D'autant que notre société cultive un regard de mépris envers les personnes qui ont du mal à s'exprimer publiquement selon les codes de la parole distanciée, dans le langage de « l'intérêt général ». Ce mépris social aboutit à ce que la personne visée a beaucoup de mal à s'accorder le droit à la parole. De fait, en général, elle préfère laisser la place aux autres, prise d'un sentiment de dévalorisation de soi et de déférence à l'égard des autorités, qui peut aussi se transformer en colère ou en résignation.

Une autre piste d'analyse est le degré de partage de pouvoir effectif que les pouvoirs publics sont prêts à mettre en œuvre : lorsque les habitants des quartiers d'habitat social sont appelés en amont des projets, avec le rôle précis de co-producteur de diagnostic, de propositions, voire de décisions, alors les expériences notamment étrangères montrent qu'ils participent davantage.

Que nous dit ce phénomène sur la capacité de la démocratie participative à susciter un regain d'intérêt pour la chose publique ?

Cela souligne très clairement que la démocratie participative ne permet pas de lutter comme par magie contre le phénomène de « cens caché ». Il faut donc que les tenants et les aboutissants de la démocratie participative soient clarifiés, que les participants sachent en toute transparence ce que leur parole va devenir et que, surtout, les démarches participatives soient aménagées sur des temps plus longs, avec un investissement monétaire et professionnel à la hauteur des enjeux démocratiques en question. Le but étant de restaurer la confiance et de sortir des représentations stigmatisantes et excluantes qui forgent, du côté des plus défavorisés comme du côté des plus favorisés, l'idée d'un impossible dialogue entre les classes. Entre les premiers qui pensent qu'on ne veut pas les écouter et les seconds qui estiment que les catégories populaires sont refermées sur elles-mêmes, la spirale est difficile à défaire. Il faut donc donner de vrais moyens à la démocratie participative pour que les processus mis en route respectent l'exigence démocratique qu'elle sous-tend.

Quels sont les risques, pour la société, si cette non-participation des classes populaires perdure ?

Ceci est tout d'abord néfaste pour la démocratie car de nombreux problèmes sociaux, notamment celui de la violence, symbolique et réelle, ne sont pas débattus publiquement. Or, la base de démocratie est de permettre le traitement de tous les problèmes qui, par leur répétition, entravent le vivre ensemble, et de favoriser la transformation de la violence en conflits argumentés. Cela a des conséquences également sur l'autonomie des personnes, puisqu'on sait qu'hors de la parole publique, il est difficile de s'émanciper individuellement et collectivement. Enfin, le danger est que la fracture civique déjà à l'œuvre dans la démocratie représentative ne se renforce dans la démocratie participative. Ce qui serait un échec total.

Quelques publications

- CARREL Marion, 2007, « Pauvreté, citoyenneté et participation. Quatre positions dans le débat sur les modalités d'organisation de la "participation des habitants" dans les quartiers d'habitat social », in NEVEU Catherine (dir.), *Cultures et pratiques participatives. Perspectives comparatives*, L'Harmattan, « Logiques politiques », p.95-112.
- CARREL Marion, 2006, « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix*, n°75, vol. 19, p.33-51.
- ROSENBERG Suzanne & CARREL Marion, 2002, *Face à l'insécurité sociale, désamorcer les conflits entre usagers et agents des services publics*, Paris, La Découverte-Syros, « Alternatives sociales ».

Y-t- il des facteurs territoriaux qui conditionnent le participation ? La démocratie participative peut-elle sortir du quartier ?

*Contribution de **Giovanni Allegrettos**, architecte, urbaniste et chercheur auprès de Centro d'Études Sociales de l'Université de Coimbra (Portugal)*

Souvent, même ceux qui critiquent les processus participatifs considèrent qu'un des facteurs positifs concerne la question de la division du territoire; car cela permet à chaque zone de bénéficier des résultats positifs de l'expérimentation en termes de priorité que les Administrations s'engagent à se réaliser dans chacune d'entre elles. En même temps, la division du territoire concernés par un processus participatif en plusieurs zones plus petites permet de construire une architecture de procédurale de plus grande proximité et en cohérence avec le contexte global, en garantissant à chaque citoyen un accès plus facile aux espaces de débat et de décision publique et un approfondissement des thèmes traités.

Cependant, comme l'a justement montré le sociologue Marcelo Lopes de Souza (1997, 2000), "facteur-espace" est important dans les processus participatifs et dans le développement social; mais ce facteur-espace peut aussi représenter un élément d'« exclusion » ou générer des phénomènes corporatistes, qui réduisent les bénéfices des processus et les "auto-ghettisent", enfermant individus et communautés à l'intérieur de discussions sur des éléments d'importance secondaire.

Ma contribution concerne l'évaluation de la part des facteurs " territoriaux" (liés non seulement à l'espace, mais aussi à la société qui l'occupe et au type d'institutions qui le gouverne) sur le résultat des processus participatifs par rapport à l'autonomie financière des différents territoires et l'organisation des réseaux sociaux qui les peuplent.

On va parler de quelques exemples de processus participatifs entravés par une sous-évaluation du facteur-espace (dans sa dimension symbolique); et d'autres qui concernent des collectivités territoriales de grande échelle qui ont cherché à proposer des processus participatifs mais qui se sont heurtés à la question de la taille et à la nécessité de respecter les principes de subsidiarité dans leurs rapports avec les organismes locaux de niveau inférieur.

Ma contribution sur l'idée d'espace comme « réseau » se terminera par une réflexion sur les types de défis que la considération des facteurs spatial-territoriaux posent aux processus participatifs, en particulier en ce qui concerne l'articulation de nouveaux droits (par exemple, le droit à la ville) et la vérification des réelles volontés politiques qui sont le moteur de ces processus.

Parfois, en effet, le choix d'espaces « intimes » (réduits) d'expérimentation est juste une façon pour la classe dirigeante de masquer sa méfiance vis-à-vis des habitants, acceptés comme co-décisionnaires seulement dans des domaines limités de décision et peu impliqués sur les choix stratégiques qui peuvent forger le développement du territoire à moyen et long terme.



INFOS PRATIQUES

ACCÈS

RER A Nanterre-Ville

ACCUEIL

Maison de la Musique

8, rue des Anciennes-Mairies

DÉBATS

Agora 20, rue de Stalingrad

Maison de la Musique 8, rue des Anciennes-Mairies

Maison des Associations 11, rue des Anciennes-Mairies

Salle des fêtes 2, rue des Anciennes-Mairies

RESTAURATION

Hall de la salle des congrès 88, rue du 8-Mai-1945

Tickets repas à retirer à l'accueil de la Maison de la Musique

CYBER

49, rue Maurice-Thorez